

Le CONSEIL 47 – 2021

► **219 collectivités adhérentes à ce jour (Décembre 2021) :**

- 202 communes
- 1 CCAS
- 1 communauté d'agglomération
- 6 communautés de communes
- 9 syndicats

Communes de - de 250 habitants Établissements publics de - de 4 agents	Communes de 250 à 499 habitants Établissements publics de 4 à 7 agents	Communes de 500 à 999 habitants Établissements publics de 8 à 10 agents	Communes de 1000 à 1999 habitants Établissements publics de 11 à 19 agents	Communes de 2000 à 3499 habitants Établissements publics de 20 à 29 agents	Communes de 3500 à 4999 habitants Établissements publics de 30 à 59 agents	Communes de 5000 habitants et plus Établissements publics de 60 agents et plus	TOTAL
52	56	56	26	17	6	6	219
23,74%	25,57%	25,57%	11,87%	7,76%	2,74%	2,74%	100,00%

- 11 nouvelles collectivités depuis le 1er janvier 2021
- 1.200 tickets (affaires ouvertes) pour un total de 1.700 interventions (ou tâches) issues pour la très grande majorité de courriels et d'appels téléphoniques, mais aussi de rendez-vous au CDG et enfin de visites directement dans les collectivités.
- Aucune intervention à la carte pour des collectivités non adhérentes
- 1 intervention à la carte pour une collectivité déjà adhérente
- 1 Note d'information publiée :
 - Les « Droits et devoirs des élus face au numérique » - 19 mai
- 10 Mag Conseil 47
- 4 Info-flash

Le CONSEIL 47 depuis 2013

I. Moyens et fonctionnement :

- ▶ Un site internet :
 - www.consil47.cdg47.fr
 - Base documentaire réservée aux adhérents (notes, modèles, etc.)
- ▶ Une adresse mail dédiée : consil47@cdg47.fr
- ▶ Trois interlocuteurs : Mme MALTESTE, MM. LE MEVEL et AZEMA
- ▶ Partenariat privilégié avec le cabinet GOUTAL ALIBERT et Associés, et l'Association Nationale des Juristes Territoriaux (ANJT).
- ▶ Adhésion facultative : délibération et convention
- ▶ Cotisation déterminée par strate de population (communes), ou d'agents (autres structures)

Tableau récapitulatif – CONSEIL 47 – 2013/2021

		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Collectivités adhérentes	Nombre	82	126	139	162	176	181	191	209	219
	Évolution par rapport à l'année n-1		+54%	+10%	+17%	+9%	+3%	+6%	+ 9%	+ 5%
Tickets / Affaires ouvertes	Nombre	174	749	1167	1322	1438	1140	1220	1600	1200
	Évolution par rapport à l'année n-1		+330%	+56%	+13%	+9%	-21%	+ 7%	+ 31%	-25 %
(Nouveauté) Tâches réalisées ou traitées	Nombre							1900	2500	1700
	Évolution par rapport à l'année n-1								+ 31%	- 32 %
RDV en collectivités (chemins ruraux, marchés publics...)	Nombre	4	11	19	21	26	32	15	8	9
	Évolution par rapport à l'année n-1		+175 %	+73%	+11%	+24%	+23%	- 53%	- 47%	+ 12%

II. Les publications :

A. Les notes

- ▶ Note sur la réforme des rythmes scolaires (Février 2013 – MAJ Août 2018)
- ▶ Note sur la loi ouvrant le mariage aux couples de même sexe (Juin 2013)
- ▶ Note sur la réforme des élections locales (Juin 2013)
- ▶ Elaboration d'un « kit élections » (tableaux de calcul, modèles de délibération, etc.) (Février 2014)
- ▶ Note sur les élections départementales et l'organisation du scrutin (Mars 2015)
- ▶ Diffusion de bulletins d'information relatifs aux élections à destination des administrés (Février 2014 et Mars 2015)
- ▶ Note sur l'ordonnance relative aux marchés publics (Août 2015)
- ▶ Note sur les animaux errants (Octobre 2015)
- ▶ Table de concordance ancien code des marchés publics / décret n°2016-360 / ordonnance n°2015-899
- ▶ Note sur les accords-cadres à bons de commande (Septembre 2016)
- ▶ Cas pratique sur la passation d'un marché public (Novembre 2016)
- ▶ Note sur la réforme des marchés publics suite à la parution des directives communautaires (Décembre 2016)
- ▶ Mise à jour des notes d'information : les accords-cadres à bons de commande, cas pratique sur la passation d'un marché public, et actualisation des modèles de marchés publics (Décembre 2016)
- ▶ Les marchés publics et le numérique (Octobre 2018)
- ▶ Le cadre des délégations de pouvoirs, de fonctions et de signature – Fondements et moyens (Novembre 2019)
- ▶ « Kit Elections » - partie 1 en février 2020 et partie 2 en mars 2020
- ▶ « Kit Assemblée » - partie 1 en mars 2020 et partie 2 en mai 2020
- ▶ Les « Droits et devoirs des élus face au numérique » - 19 mai 2021

B. Les Info-flash :

2013

- ▶ Modifications des modes de scrutin locaux (Info flash n°1 - 8 février 2013)
- ▶ Renouvellement des permissions de voirie accordées à France Télécom / Orange (Info flash n°2 - 24 avril 2013)
- ▶ Marchés publics : nouveaux seuils en vigueur entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2015 (Info flash n°3 - 28 novembre 2013)

2014

- ▶ L'organisation des élections municipales et communautaires en 2014 (Info flash n°4 - 10 Février 2014)
- ▶ Communes de moins de 1 000 habitants : la présentation d'une pièce d'identité n'est plus obligatoire (Info flash n°5 - 20 mars 2014)
- ▶ Vente du muguet le 1er mai - Bien réglementer l'occupation du domaine public et gérer la concurrence entre les vendeurs occasionnels et les professionnels (Info flash n°6 - 30 avril 2014)
- ▶ Décret n°2014-1097 : modification des renseignements demandés dans le cadre de la candidature, ainsi que des modalités de transmission de ces derniers (Info flash n°7 - 10 octobre 2014)

2015

- ▶ Responsabilité de la commune durant la pause méridienne (Info Flash n°8 – 27 janvier 2015)
- ▶ Modification de certains seuils relatifs aux marchés publics (Info flash n°9 - 21 septembre 2015)

2016

- ▶ Indemnités des exécutifs des syndicats intercommunaux et mixtes (Info flash n°11 - 24 mars 2016)
- ▶ Etat-civil : Les nouvelles mesures qui impacteront les communes en termes d'organisation et de fonctionnement du service (Info flash n°12 - 14 octobre 2016)

2017

- ▶ Contentieux et Télérecours devant les juridictions administratives (Info flash n°13 – 6 janvier 2017)
- ▶ Affaires scolaires : Adaptation des rythmes scolaires (Info flash n°14 - 29 juin 2017)
- ▶ Marchés publics : nouveaux seuils des procédures formalisées et rappels (Info flash n°15 – 20 décembre 2017)

2018

- ▶ Loi Elan –Clarification Des Compétences De La Commission D'appel D'offres (Cao) (Info Flash N° 16 - 5 Décembre 2018)
- ▶ Actualité –Parution Du Code De La Commande Publique (Info Flash N° 17 - 6 Décembre 2018)

2019 (*Néant*)

2020

- ▶ ▪ Relèvement du seuil de dispense de procédure pour les marchés publics de travaux (Info Flash N° 18 - 24 juillet 2020).
- ▶ ▪ Organisation et fonctionnement des assemblées délibérantes suite à la parution de la loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire (Info Flash N° 19 – 18 novembre 2020).
- ▶ ▪ La loi ASAP - dite d'Accélération et Simplification de l'Action Publique – application à la commande publique (Info Flash N° 20 - 17 Décembre 2020).

2021

- ▶ ▪ L'obligation d'acquisition par les acheteurs publics de biens issus de l'économie circulaire dans le cadre des marchés publics de fournitures, en date du 12 mars.
- ▶ ▪ Commande publique : publication des nouveaux CCAG, en date du 13 avril.
- ▶ ▪ Fonctionnement des assemblées délibérantes –Réunion des conseils municipaux et communautaires : Fin des règles dérogatoires à compter du 1er octobre 2021, en date du 24 septembre.
- ▶ ▪ Fonctionnement des assemblées délibérantes –Réunion des conseils municipaux et communautaires : Prolongation de l'état d'urgence : retour des règles dérogatoires aux dispositions du CGCT (situation existante avant le 1er octobre 2021), en date du 16 novembre

III. Les réunions d'information

2013

- ▶ **Réunions d'information délocalisées – 27 et 28 Juin 2013 – 120 personnes :**
 - Les lois n°2013-403 et n°2013-402 du 17 mai 2013 relatives à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;
 - La loi n° 2013-404 du 17 mai 2013 ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe.
- ▶ **Réunions d'information délocalisées – 24 et 25 octobre 2013 – 120 personnes :**
 - La tenue et la révision des listes électorales : cadre juridique, modalités pratiques, et exemples concrets ;
 - Le déroulement des opérations électorales : généralités et apports de réponses diverses pour préparer les futures élections de 2014 ;
 - Droit et législation funéraire : columbarium, reprise de concessions abandonnées, études de cas précis, etc.

- ▶ Réunion d'information sur la communication en période électorale – Samuel DYENS – 30 octobre 2013 – 150 personnes

2014

- ▶ Réunions d'information délocalisées – 13 et 14 février 2014 - Elections municipales : préparation et organisation du scrutin – 150 personnes
- ▶ Réunions d'information délocalisées – 18, 19, et 20 juin 2014 – multithématiques – 100 personnes :
 - **Statut des élus** : La formation, quels droits, quels moyens, et quelles structures ?
 - **Réglementation du domaine public** : Comment gérer la demande de location d'une salle des fêtes et l'installation d'une structure gonflable sur le parking ?
 - **Fonctionnement des assemblées délibérantes** : Comment fixer ou modifier l'ordre du jour d'une réunion de l'assemblée délibérante ?
 - **Pouvoirs de police du Maire** : Comment réagir face à du stationnement anarchique ? Le cas du véhicule abandonné et la distinction avec la notion d'épave.
 - **Etat-civil** : La mairie peut-elle être le seul lieu affecté à la célébration des mariages ?
 - **Urbanisme** : Entretien des chemins ruraux, à qui la charge ?
 - **Biens/patrimoine** : Comment gérer les logements appartenant au domaine privé de la commune ?
 - **Cultes et législation funéraire** : Le régime d'inconstructibilité dans une zone de 35 mètres autour du cimetière, quelle procédure établir ?
 - **Marchés publics** : Qui attribue un marché public ?
 - **Relations avec les associations** : Quelles sont les critères qui distinguent une subvention d'un marché public, ou d'une délégation de service public ?
 - **Affaires scolaires** : Quelles sont les responsabilités du maire en matière périscolaire, et vis-à-vis des autres intervenants (associations, bénévoles, etc.) ?
 - **Ordures ménagères** : Comment sanctionner les dépôts sauvages d'ordures ménagères ?
 - **Délégation de signatures et de fonctions** : Comment mettre en place une subdélégation, application aux communes et EPCI ?
- ▶ Réunions d'information délocalisées – 9, 10 et 11 décembre 2014 – multithématiques – 100 personnes :
 - **Intercommunalité** : A quoi sont destinés les fonds de concours ? Quelle structure territoriale les distribue ? Quelles sont les différences avec les offres de concours ?
 - **Affaires scolaires** : Que faire quand des enfants diabétiques mangent à la cantine scolaire ?

- **Relations avec les associations :** La commune peut-elle verser une subvention à une association d'assistantes maternelles ?
 - **Statut des élus :** Que faire quand l'exécutif a pris une décision sur la base d'une délégation donnée par l'assemblée délibérante ?
 - **État-civil :** Comment faire reconnaître à l'état-civil une demande de reconnaissance de nom et prénom autres que ceux de naissance ?
 - **Réglementation du domaine public :** Comment procéder à l'élagage forcé d'arbres menaçant un équipement public ?
 - **Cultes et législation funéraire :** Quelles sont les mesures à prendre en compte lors des opérations spéciales en matière d'exhumation ? (judiciaires, reliquaires, état des sépultures, déchets)
 - **Fonctionnement des assemblées délibérantes :** Quels sont les droits de l'opposition ?
 - **Transparence administrative et financière :** La commune doit-elle transmettre tout type de document ? Les élus ont-ils un droit de privilège sur le contenu des dossiers communaux ?
 - **Urbanisme :** Comment procéder à la création et au changement de noms des rues, ainsi qu'à celui des numéros des bâtiments ?
- **Apéritif juridique – 8 juillet 2014 – Damazan - Intervention du Cabinet Goutal et Alibert (Me Eve-Line BERNARDI et Me Vincent TOUCHARD) – 80 personnes :**
- Un élu communal peut-il être concomitamment adjoint aux sports et Président de l'Association sportive de la Commune ?
 - Comment attribuer une subvention ?
 - L'organisation du conseil municipal : des chaises doivent-elles être systématiquement mises à disposition du public pour les séances du Conseil municipal ?
 - Quel responsable en cas d'accident survenu sur la chaussée ?
 - Comment distinguer le domaine privé du domaine public communal ?
 - La Commune doit-elle financer les écoles privées ?
 - Comment lutter contre les offres anormalement basses ?
 - Peut-on privilégier les entreprises locales pour la réalisation de menus travaux pour la commune ?
- **Matinée d'information – 18 avril 2014 – intervention du Cabinet Goutal et Alibert (Me Yvon GOUTAL et Me Eve-Line BERNARDI) – « Les enjeux juridiques et administratifs des mandats d'élu(e) municipal(e) et communautaire » - 200 personnes**

- ▶ **Réunions d'informations délocalisées – 8, 9, 11 et 12 juin 2015 – multithématiques – 170 personnes :**
 - **Marchés publics :** Quand appliquer une retenue de garantie ?
 - **Aménagements de voirie :** Quels sont les dispositifs physiques utiles pour ralentir les véhicules à moteur ?
 - **Affaires scolaires :** Peut-on pratiquer des tarifs différents pour les services de cantine scolaire et d'activités périscolaires ?
 - **Biens / Patrimoine :** Comment aliéner une partie du domaine public ?
 - **Statut des élus :** Un élu peut-il être agent de la commune ? Ou peut-il être prestataire ?
 - **Protection des populations :** Comment réagir face à un immeuble qui menace ruine ?
 - **Réglementation du domaine public :** Quelles sont les conditions de la réalisation d'une quête ?
 - **Pouvoirs de police du maire :** Quelles sont les mesures à prendre en cas d'animaux errants et/ou dangereux ?
 - **Urbanisme :** Y a-t-il toujours besoin d'une attestation de conformité suite à la réalisation de travaux ?

- ▶ **Réunions d'informations délocalisées – 23, 24, 25 et 27 Novembre 2015 – multithématiques – 200 personnes :**
 - **Commande publique :** Quelles sont les différences entre les marchés publics et les autres contrats ?
 - **Pouvoirs de police :** Comment coordonner politique de sécurité routière et aménagements de voirie sur les voies communales et intercommunales ?
 - **Intercommunalité :** Le transfert de la compétence « eau et assainissement » dans le cadre de la loi NOTRE.
 - **Elections :** Comment organiser le prochain scrutin ? Particularités propres aux régionales.
 - **Elus :** Qui a droit aux indemnités de fonction dans les syndicats intercommunaux suite à la loi NOTRE ?
 - **Urbanisme :** Comment déterminer les différentes limites de propriété ?
 - **Marchés publics :** Quelles règles en matière de publicité et de mise en concurrence ?
 - **Chemins ruraux :** Quelles sont les démarches pour rétablir la circulation sur un chemin rural approprié / accaparé par un tiers ?
 - **Réglementation du domaine public :** Comment reconnaître un bien sans maître ?

- ▶ **Matinée d'information sur « La loi NOTRe à l'épreuve des territoires ruraux » avec l'intervention de Maîtres GOUTAL et AVELINE du Cabinet GOUTAL, ALIBERT et Associés – 2 décembre 2015 – Centre des congrès d'Agen - 200 personnes**

► **3 Sessions de préparation aux élections départementales et régionales :**

- Sessions de préparation aux élections départementales (réservées aux adhérents) - 12, 17 et 18 mars 2015 ;
- Sessions de préparation aux élections régionales (réservées aux adhérents) : 30 novembre et 1er décembre 2015.

2016

► **Réunions d'information délocalisées – 30 et 31 mars, 4 et 5 juin 2016 – multithématiques – 220 personnes :**

- **Gestion communale :** Comment recourir au financement participatif ?
- **Pouvoirs de police :** Comment anticiper les nuisances suite aux actions menées par la commune et l'intercommunalité en matière de déchets ?
- **Marchés publics :** Quand réunir la commission d'appel d'offres ?
- **Funéraire :** Quelles sont les conditions de prise en charge financière par la commune des opérations consécutives au décès ?
- **Domaine public :** Quelle est la réglementation en matière d'extension des réseaux d'eau ?
- **Urbanisme :** Quelles sont les diverses réglementations et autorisations en matière d'implantation de mobil-homes et de structures de loisirs ?
- **Communication :** Le droit de réponse s'applique-t-il aux bulletins municipaux ?
- **Chemins ruraux :** Comment garantir financièrement l'entretien et la dégradation des chemins ruraux ?
- **Elus :** Quand et comment déclencher la protection fonctionnelle pour un élu ?

► **Réunions d'information délocalisées – 21, 22 et 28, 29 novembre 2016 – multithématiques – 220 personnes :**

- **Fonctionnement interne des collectivités :** Comment appréhender le cadre des différentes délégations ?
- **Gestion du patrimoine :** Comment les collectivités peuvent-elles conclure des baux de longue durée (emphytéotiques) sur leur domaine ?
- **Pouvoirs de police :** le maire peut-il vraiment verbaliser ?
- **Affaires scolaires :** Comment réagir face aux problèmes de gestion des activités périscolaires ?
- **Assemblées délibérantes :** Quelle est la distinction entre un procès-verbal et un compte rendu ?
- **Marchés publics :** Quel est l'impact de la réforme sur la conclusion des avenants ?
- **Transmission d'informations et CADA (Commission d'Accès aux Documents Administratifs) :** Les collectivités sont-elles dans l'obligation de communiquer tous documents administratifs ?

- **Activités commerciales :** Comment prendre en compte les demandes de dérogation au repos dominical ?
- ▶ **Conférence « Responsabilité pénale des élus et agents » – 3 mai 2016 – Bon-Encontre – Animée par Samuel DYENS – 100 personnes**
- ▶ **Les « Forums du CONSIL » - 22 et 23 juin 2016 – 35 personnes :**
 - Réservés aux adhérents
 - Maximum 20 personnes par session
 - 3 Lieux
 - Une thématique : le funéraire
 - Échange d'expériences et cas pratiques
- ▶ **Matinée d'information sur « Le patrimoine des collectivités territoriales : les enjeux de la Loi NOTRe » - 29 septembre 2016 - Centre des congrès d'Agen – Animée par Mme Marie-Hélène LONGEAUX du Cabinet Philea, et M. Serge PIOLA du Cabinet Clément et Associés – 120 personnes**

2017

- ▶ **Réunion d'information délocalisées multithématiques – 30 et 31 mai 2017, 1^{er} et 2 juin 2017 :**
 - **Marchés publics :** Comment acheter "local" en respectant les règles des marchés publics ?
 - **Funéraire :** Quelle est la différence entre une rétrocession de concession et une substitution de concession ?
 - **Animations locales :** Comment prendre en compte une demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaires ?
 - **Pouvoirs de police :** Quelles sont les possibilités d'intervention en matière de véhicules "ventouses" ?
 - **Gestion du patrimoine :** Comment distinguer un bail professionnel d'un bail commercial ?
 - **Urbanisme :** Quelles actions engager en cas de construction illégale ?
 - **Associations :** Quels sont les caractéristiques et les risques d'une association dite "transparente" ?
 - **État civil :** Comment établir et délivrer un certificat d'hérédité ?

► **Les « Forums du CONSEIL » - Préparation, organisation et fonctionnement d'une élection – 13 et 14 Avril 2017.**

- Réservés aux adhérents
- Maximum 20 personnes par session
- 3 lieux : Monflanquin, Seyches, et Damazan
- Une thématique : les scrutins de 2017 (présidentielle des 23 avril et 7 mai, législative des 11 et 18 juin, sénatoriale du 24 septembre)
- Échange d'expériences et cas pratiques

► **Réunion d'information délocalisées multithématiques – 27, 28, et 30 novembre 2017 :**

- **Marchés publics :** Quelles sont les assurances et garanties à prévoir dans le cadre d'un marché public de travaux ?
- **Urbanisme :** Quelles sont les distinctions entre une procédure de régularisation de permis de construire et un permis modificatif ?
- **Domanialité publique :** Comment bien gérer les demandes de manifestations sportives sur le domaine public ?
- **Budget communal – subventions :** De quels moyens disposent les collectivités pour octroyer, contrôler et supprimer les subventions ?
- **Nouvelles technologies :** Quels sont les moyens d'action des collectivités pour réglementer les vols de drones ?
- **Funéraire :** Comment bien négocier la procédure de reprise des concessions à l'état d'abandon ?
- **État civil :** Quelles sont les différentes étapes de reconnaissance d'un enfant ?
- **Pouvoirs de police :** Comment caractériser les notions de riverains et de voies ouvertes à la circulation publique ?

2018

► **Réunion d'information délocalisées multithématiques – 27 au 27 avril 2018 :**

- **Commande publique :** Quelles sont les étapes de la mise en place d'une délégation de service public (DSP) ?
- **Pouvoirs de police :** De quels moyens dispose le maire pour garantir la tenue réglementaire des lotos et loteries sur la commune ?
- **État-civil :** A quelles contraintes géographiques -territoires et salles- sont tenues les célébrations de mariages ?
- **Assemblées délibérantes :** Comment maintenir le bon déroulement et le bon ordre dans les assemblées délibérantes ?
- **Élu intéressé et responsabilité pénale :** Que faire lorsqu'un conseiller se retrouve en situation de conflit d'intérêts ? Quels sont les risques ?

- **Funéraire** : Quelles sont les procédures et démarches à envisager lorsque les emplacements dans le cimetière arrivent à manquer ?
- **Sécurité** : À qui revient la charge de la défense extérieure contre l'incendie (DECI) ?
- **Domanialité** : Dans le cadre des chemins ruraux, l'échange est-il enfin possible ?

2019

► Rencontres JuriNumik – 14 au 24 mai 2019 :

- **Communication en période électorale** : événements, sites internet, RGPD, et réseaux sociaux (Exemple d'une commune, et bonnes pratiques)
- **Gestion de cimetières : cadre juridique, utilisation du SIG, et recours aux drones** (Démonstration d'utilisation du logiciel)
- **Sécurité informatique** : points d'entrée des attaques (Présentation de différents scénarii)

2020

► Réunions délocalisées spéciales élections municipales et communautaires – 26 au 27 février et 3 au 5 mars :

- LAVARDAC – 26 février
- SEYCHES - 27 février
- FUMEL – 3 mars
- DAMAZAN - 4 mars
- CDG – 5 mars

TOTAL des participants = **360** (ce qui représente un nouveau record en nombre de personnes inscrites mais aussi de personnes effectivement présentes à une session délocalisée).

2021 (Néant) – Protocole sanitaire Covid-19